Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur les relations entre la France et les pays arabes, le nucléaire iranien et sur la situation en Syrie et en Ukraine, à Paris le 19 mars 2014.

2014-03-19

- Politique de la France dans le monde arabe -

Je vous salue, Cher Collègue et Ami, et à vrai dire, nous nous connaissons depuis longtemps, plus de 30 ans. Nous avons ensemble goûté les charmes inextinguibles des arrêts du Conseil d'État et nous avons contribué à en rédiger quelques-uns.

Je veux saluer le secrétaire général de la Chambre de commerce, je veux saluer les Ambassadeurs, vous, Mesdames et Messieurs.

Je veux également saluer les experts qui sont intervenus. Je regrette de ne pas avoir pu assister à vos travaux mais je veux préciser que ces experts étaient proches du ministère des affaires étrangères que vous connaissez bien. Mais néanmoins, lorsque je lis les travaux, je constate à quel point ils sont indépendants et je m'en réjouis.

Vous avez donc appris notamment ce qu'était la colocalisation, faisant de ce colloque une réussite singulière. Je me souviens et je ne veux pas être méchant en disant cela, d'un colloque que j'avais été invité à présider à Moscou en d'autres temps. La question qui était posée correspond à l'intitulé du colloque : «Faut-il investir en Russie ?»

À la fin du colloque, compte tenu de la manière dont il s'est déroulé, la réponse était évidente et négative. Pendant les deux jours de ce colloque, les experts s'étaient disputés. Je constate avec plaisir que ce n'est pas du tout le cas ici et que vos travaux seront suivis d'un effort positif.

Monsieur le Président, notre réunion se tient à l'issue d'un après-midi consacré à évoquer la situation du monde arabe, les perspectives de renforcement des relations économiques entre la France et le monde arabe et analyser les évolutions rapides de la région. Évidemment, au cours de votre discussion, vous avez rappelé les liens profonds et anciens entre cette région et la France et plus largement entre l'espace arabo-musulman et l'Europe.

Vous avez certainement évoqué nos compatriotes dont les racines se trouvent dans cette région, estimés au nombre d'un million, et nos 130.000 compatriotes qui y sont actuellement résidents et qui forment la dixième communauté française établie à l'étranger après l'Amérique du nord. Bien évidemment, le développement des relations économiques est la vocation première de la Chambre que vous présidez et qu'il, m'indique-t-on, a été fondée il y a maintenant 44 ans. Je pense qu'elle a su trouver toute sa place et je veux rendre hommage, Cher Ami, au fait que sous votre impulsion, elle connaît une dynamique extrêmement appréciée et permet de saisir des opportunités qui s'offrent aux acteurs économiques.

Vous avez parlé de la diplomatie économique, je pense qu'effectivement c'est un succès.

Pourquoi ? Parce que cela correspond à une évidence. Je l'ai nommée mais elle préexistait et vous-même l'avez ressenti lorsque vous dirigiez cette Maison. Il n'y a pas de diplomatie puissante et efficace s'il n'y a pas un poids économique derrière. De plus, la diplomatie est faite par des diplomates - comme aurait dit l'autre - et si les diplomates ne s'intéressaient pas à la partie économique, ils seraient hémiplégiques.

Par ailleurs, les entreprises, grandes, moyennes ou petites, sont très heureuses que le Quai d'Orsay et les autres administrations soient à leur disposition. Je n'ai donc fait que nommer et formaliser quelque chose qui était dans l'air, mais il reste encore beaucoup de travail dans tous les pays du monde et en particulier, dans nos relations avec le monde arabe.

Je veux vous féliciter aussi parce que parmi les initiatives que vous avez prises en tant que président de la Chambre, vous avez prévu un programme de visites dans les régions françaises avec l'appui des ambassadeurs arabes dont je veux saluer ici l'action au bénéfice du renforcement de nos liens. Je les vois souvent, c'est toujours avec beaucoup de plaisir. Je sais que vous portez une attention particulière aux PME et aux ETI et je vous remercie et vous en félicite parce que, lorsque l'on regarde les forces et faiblesses de la France, on sait bien que nous avons du mal à ce que les entreprises petites deviennent moyennes et grandissent. C'est pour cela qu'il faut les appuyer d'autant plus. Le travail que fait la chambre de commerce dans ce domaine est excellent.

Sur le plan commercial, nous avons 57 milliards d'euros d'échanges avec les pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et du Golfe. Cela représente 15 % de notre commerce extérieur dont 8% pour les exportations et 5% de nos importations. Depuis 10 ans, le montant des échanges entre la France et le monde arabe a progressé de 51%, en particulier avec les pays du Golfe et les trois pays du Maghreb où la France demeure le premier partenaire commercial. Parmi les dix premiers excédents de la France à l'étranger, figurent trois pays de la région (Émirats arabes unis, Algérie et Liban). Les hydrocarbures constituent un autre volet de notre relation économique : la région représente 31% de notre approvisionnement en pétrole et 21% de notre approvisionnement en gaz.

Nos entreprises connaissent souvent des difficultés à collecter des fonds, mais je me félicite des multiples projets croisés qui lient nos économies. Plus d'une centaine d'investisseurs arabes sont présents en France. Les investissements en provenance des fonds souverains arabes se développent à la faveur d'accords pour la mise en place de véhicules financiers communs destinés au crédit export, aux projets dans l'industrie, l'agriculture ou les énergies renouvelables. Ces investissements croisés ont vocation à se développer.

D'autres initiatives visent à faciliter le transfert de savoir-faire et de technologies dans le cadre de partenariats dits de colocalisation. C'est le cas au Maghreb où des filières sont mises en place, notamment dans l'aéronautique, l'automobile ou le numérique. C'est aussi le cas dans les pays du Golfe avec des contrats ferroviaires, aéronautiques et en matière de santé. Cela favorise la coopération à long terme entre les entreprises françaises et leurs partenaires locaux et la création d'emplois pour les économies locales. Ce mouvement a vocation à se développer davantage avec la diversification des économies arabes. Cette présentation est positive.

Mais nos parts de marché dans les pays arabes restent faibles. Nous continuons d'avoir une position enviée au Maghreb mais la concurrence internationale s'y fait féroce. Au Proche-Orient ou encore dans le Golfe, où nous sommes souvent 5ème ou 6ème fournisseur, nous avons deux ou trois pays européens devant nous. Un constat s'impose : notre présence économique est bonne mais elle n'est pas à la hauteur de la qualité de nos relations politiques. Vous avez parlé de la politique de la France avec les pays arabes et je voudrais attirer votre attention sur un point qui nous différencie par rapport à d'autres pays. Les pays arabes peuvent compter sur la France et cela «makes the difference».

Il y a une césure entre l'excellence de nos relations politiques et le fait que sur le plan économique cela pourrait mieux marcher.

J'en veux pour preuve le repli de nos exportations ces deux dernières années vers le Maroc ainsi que la baisse du volume de nos échanges avec les Émirats Arabes Unis alors qu'avec ces deux pays la France entretient une relation d'une étroitesse toute particulière. Au niveau régional, nos exportations vers les six monarchies du Golfe ont baissé de 6,2% en 2012, et ce, en dépit des projets d'investissements et d'infrastructures qui se multiplient pour faire de ces économies des «hubs» commerciaux entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie, ou pour préparer des événements d'ampleur mondiale comme l'exposition universelle de 2020 à Dubaï ou la coupe du monde de football au Qatar en 2022. Je sais que ces pays, pour m'être entretenus avec ses dirigeants et ses ambassadeurs, attendent les entreprises françaises dont ils connaissent l'expérience dans plusieurs domaines d'excellence. Je sais aussi que de nombreux accords de coopération ont été initiés par des institutions françaises dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la recherche ou de la culture, ce qui permet aux entreprises de mieux calibrer leur offre et de décider de s'implanter durablement dans la région. Nous renforçons nous-même notre dispositif d'accompagnement sur le terrain avec

des conseillers régionaux pour le nucléaire ou pour l'agriculture ainsi que la mise en place de clubs d'affaires et «d'Équipes France» sur le nucléaire ou pour le sport.

Tout ceci qui est nécessaire étant fait mais les chiffres ne sont pas satisfaisants.

Je saisis donc cette occasion pour encourager l'ensemble des partenaires, y compris les Ambassadeurs arabes en France et les chefs d'entreprise réunis autour de cette table, à promouvoir les projets multiples en cours dans la région pour fortifier les liens commerciaux et répondre aux attentes mutuelles exprimées au cours des nombreuses visites bilatérales mais aussi lors des séminaires et forums d'affaires.

Voilà un jugement balancé que nous devons porter sur nos échanges et je ferais le même constat pour les investissements. Nous sommes au premier rang au Maghreb mais nous avons des marges de progression au Moyen-Orient et dans le Golfe. Parallèlement, nous souhaitons et nous devons être plus attractifs pour les investisseurs arabes en France. Les pouvoirs publics sont pleinement engagés pour encourager cette volonté et nos ambassades agissent à cette fin. En complément, une réflexion sur la création de la Marque France est en cours et je pense que cela peut donner plus de visibilité à tout ce qui vient de France.

Il faut aller plus loin. Il existe une spécificité dans la relation franco-arabe qui tient à nos liens humains. Sachez que je ne sépare pas la diplomatie économique de la diplomatie culturelle et de la diplomatie tout court. C'est un tout et cela compose la particularité de notre relation. Il n'y a pas de semaine sans que je m'entretienne, à Paris ou à l'étranger, avec des représentants du monde arabe. Je ne pense pas me tromper en disant que la France y jouit d'une réelle écoute.

Vous avez abordé les bouleversements dans la région et la synthèse que vous en avez dressée est tout à fait exacte. Il y a autant de situations que de pays. La tradition, l'histoire, la géographie, font qu'il serait un peu rapide d'embrasser l'ensemble dans un jugement qui serait univoque.

Les transitions démocratiques, qui ne sont pas, contrairement à ce que certains naïfs pouvaient penser, sans à-coups, se poursuivent.

Les populations arabes, qui aspirent à la liberté et à la prospérité sociale et économiques, continuent de se mobiliser. Ces évolutions sont souvent douloureuses, prennent du temps, suscitent des impatiences et donnent lieu à des contrastes. La situation en Syrie est dramatique avec 150.000 morts, elle est très inquiétante en Libye et délicate en Égypte. Nous avons tous les yeux tournés vers la Tunisie qui suscite l'espoir alors qu'elle vient d'adopter une Constitution après de longs mois de débats internes où la recherche du consensus était le mot-clé.

La France n'a pas vocation à décider à la place de ces pays souverains et soutient ces aspirations démocratiques. Nous encourageons le dialogue et la coopération pour réussir les mutations et nous respectons les processus internes et la souveraineté nationale. Lorsqu'elle est sollicitée, la France apporte son appui aux processus de réformes et d'émancipation. Partout, puisque c'est la tradition de la France et nos convictions, nous appelons au respect des droits de l'Homme, des valeurs universelles et des règles démocratiques.

La France accompagne également ces évolutions au plan économique. Elle l'a fait dès 2011 en lançant, sous sa présidence du G8, le «Partenariat de Deauville» et plusieurs avancées significatives ont été rendues possibles.

(...)

La question d'Israël et de la Palestine reste décisive. Il y a certaines avancées et nous souhaitons qu'elles se matérialisent. Nous sommes à la fois les amis du peuple palestinien, c'est une tradition de la France, à laquelle nous tenons. La position de la France à l'ONU a été décisive. En même temps, nous tenons à ce que la sécurité d'Israël soit assurée. Il existe une opportunité qui n'est pas infinie. Si un certain nombre de pratiques actuelles devaient se poursuivre, la solution des deux États, à laquelle nous croyons, deviendrait matériellement impossible, avec le drame effrayant que cela représente.

Tout en laissant aux Américains le soin de mener certaines négociations, nous ne sommes pas inactifs.

(...)

Vous avez parlé de la société civile et c'est l'un des points sur lequel que nous devons travailler les uns et les autres. Nous avons eu l'habitude de prendre en compte le point de vue des États, qui, dans notre vision westphalienne, est très important. Mais l'État n'est pas contradictoire avec le dynamisme et l'évolution des sociétés civiles et ce sont des sujets auxquels l'Institut du Monde Arabe et la Chambre de Commerce doivent s'intéresser de plus en plus

La France est très attachée à ses relations avec le monde arabe dans sa diversité. Nous ne sommes pas la plus grande puissance du monde mais sur le plan des conceptions, des relations économiques, historiques et culturelles, sur le plan de la fiabilité - concept très important dans le monde contemporain - je pense que les pays arabes et la France ont réciproquement beaucoup de choses à faire ensemble. C'est pourquoi, cher Président, votre travail et votre fonction sont si importants à la tête de cet Institut. Enfin, pour le ministère que je dirige, il se conçoit comme étant au service des entreprises, des peuples, des citoyens et particulièrement au service de l'excellence de notre relation entre la France et les pays arabes.

- Iran -

(...)

Nous devons rester très vigilants sur la question du programme nucléaire iranien. L'Iran est un grand peuple, un grand pays et nous souhaitons qu'il puisse retrouver son rang dans la communauté internationale. Mais il y la question nucléaire. La position de la France est nette, et se résume en deux phrases : oui pour le nucléaire civil et non pour l'arme atomique. L'Iran a le droit à l'énergie nucléaire civile mais pas à son volet militaire. Nous sommes contre la prolifération nucléaire surtout dans cette région. À partir du moment où l'Iran posséderait l'arme nucléaire, d'autres pays, par volonté d'équilibre, souhaiteraient s'en doter également.

Fut un temps où l'arme nucléaire avait été présentée comme une arme de dissuasion. Mais aujourd'hui, en particulier dans cette région du monde, personne de raisonnable ne peut encore soutenir une telle théorie.

Sur l'Iran, une première discussion a abouti à un accord, après que la France a demandé et obtenu que l'accord soit solide. Il reste maintenant la deuxième partie de l'accord définitif, négociation délicate. Nous souhaitons de façon très claire aboutir à un accord, mais deux conceptions se font face. D'un côté, la conception de la France et des autres pays membres du 5+1 stipule : oui pour le nucléaire civil et non pour le militaire.

L'autre conception, qui n'est pas formulée dans des termes aussi simples, est celle de la stratégie du seuil, dite «à la japonaise». Les Japonais ont tous les éléments pour fabriquer une bombe mais ils ne le font pas. Les Iraniens reprennent cet exemple, avec quelques différences. Au Japon, on peut contrôler la totalité des installations et les régimes ne sont pas les mêmes.

Dans la négociation qui s'ouvre, nous avons trois principes actés en commun : oui au nucléaire civil et non à l'arme atomique. Ensuite il faut qu'il y ait dans l'accord des garanties suffisantes en cas de non respect des engagements par l'Iran. Troisième principe recommandé par l'AIEA, il faut que les Iraniens acceptent le contrôle et la transparence des installations.

Il n'y aura un accord que si ces trois principes sont respectés. Si on veut choisir à la carte cela ne marchera pas et je l'ai dit à plusieurs reprises à mes collègues iraniens. Soit on a le nucléaire militaire soit on ne l'a pas.

- Syrie -

(...)

Parmi les échecs, figure la tragédie syrienne, qui est entrée dans sa quatrième année. Faisons preuve de lucidité : il n'y a pas d'autre solution que politique puisque que ce conflit

est devenu international. Ceux qui se battent du côté de Bachar al-Assad sont des Syriens mais il y a aussi beaucoup d'Iraniens et d'Irakiens avec des armements russes, c'est la vérité.

La conférence de Genève II, convoquée pour trouver une solution diplomatique, n'a pas permis d'avancer suffisamment. Je souligne à quel point l'opposition modérée, que nous soutenons, a été tout à fait responsable dans ses prises de position. Nous la soutenons car nous considérons que M. Bachar al-Assad ne peut incarner l'avenir de son peuple. Il cherche, parait-il, à se faire réélire, ce qui serait une mascarade tragique.

Mais il n'est pas question non plus de soutenir les terroristes. D'un point de vue politique et pratique, le régime et les groupes terroristes, qui se présentent comme hostiles l'un à l'autre, forment le recto et le verso d'une même médaille.

Nous qui souhaitons une Syrie unie, démocratique, laïque et qui respecte toutes les minorités, nous soutenons ceux qui partagent ces principes et nous pensons que l'opposition modérée, malgré toutes les difficultés et les divisions parmi ceux qui les soutiennent, représente la solution politique indispensable pour régler ce conflit. Comme il n'est pas question de faire l'impasse sur la communauté alaouite, il faut trouver un accord entre l'opposition modérée et certains éléments du régime.

C'est l'espoir que nous avons mis dans Genève II mais, pour le moment, cet espoir est déçu. On a dit que la France avait tort car elle avait soutenu l'opposition modérée depuis plusieurs années et qu'elle n'avait pas gagné. Mais il s'agit d'une cause qui continue d'être juste. Si on avait davantage écouté la France et quelques autres, dont des pays arabes, au moment où nous avons pris position, à l'époque il n'y avait ni Iraniens, ni armements russes en quantité, ni terroristes en Syrie. Et tout le monde disait qu'il suffisait d'un mouvement pour que le régime perde sa force. Mais c'était la période des élections américaines et il avait des divisions dans le monde arabe. Cette idée, possible à l'époque, est devenue beaucoup plus complexe aujourd'hui.

Pour la Syrie, c'est un drame effrayant, mais c'est aussi très difficile pour les pays voisins comme la Jordanie, avec des centaines de milliers de réfugiés, l'Irak dont on parle peu et le Liban. Il y a une lueur d'espoir pour nos frères libanais avec un gouvernement qui a été constitué. Cela signifie qu'un certain nombre de puissances qui se penchent, parfois trop fortement, sur le Liban, ont signé un bon de sortie. Dans ce pays, que nous aimons tous, les réfugiés syriens représentent un quart de sa population. Et nous espérons que le Liban aille de l'avant, et c'est le sens de la réunion qui a eu lieu à Paris il y a quelques jours.

Pour la Syrie nous cherchons une lueur d'espoir et il n'est pas certain que les derniers évènements russo-ukrainiens favorisent une ouverture de la part du régime du président Poutine.

La France se tient toujours aux côtés de ceux qui veulent la paix comme l'opposition modérée qui prône une solution de réconciliation et qui proclame qu'il n'y a pas d'autres solutions que politique.

- Ukraine -

(...)

Et dans ces discussions il y a un rapport avec l'Ukraine. Sur le plan du droit international nous considérons, comme l'ensemble du conseil de sécurité des Nations unies à l'exception de la Russie, que ce qui a été fait ne le respecte pas.

S'il devient possible pour une région, sans que le pays auquel elle appartient en soit d'accord, d'organiser sa sécession et dans un deuxième temps d'être annexée par un pays voisin - je ne dis pas que les frontières soient toujours parfaites et que l'histoire n'existe pas car la Crimée a un fond russe très important - c'est très compliqué. Imaginez qu'en Europe, que dans les pays que vous représentez, qu'en Afrique, en Asie, l'on puisse chambouler les frontières par la décision d'un pays voisin, vous voyez le problème.

Il y a un deuxième problème qui n'a pas été suffisamment soulevé et qui malheureusement va l'être. Jusqu'en 1994, l'Ukraine était la troisième puissance nucléaire du monde, suite à un héritage de l'URSS. L'Ukraine a accepté d'adhérer au Traité de non-prolifération par le mémorandum de Budapest en 1994. Elle l'a accepté sous une condition : que son intégrité territoriale soit garantie par la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni. L'un de ces pays n'a pas garanti l'intégrité et est en train de mettre la main sur une partie de ce territoire. Il n'y a pas de geste plus dramatique pour ceux qui défendent la cause de la non-prolifération, si un pays réfléchit à se doter de l'arme nucléaire et regarde l'exemple ukrainien avec son intégrité territoriale garantie en échange de la non-prolifération. Ce mauvais exemple est une forte incitation pour d'autres pays à se doter de l'arme nucléaire. C'est pourquoi cette décision est extrêmement préoccupante.

Nous venons d'assister à un phénomène qui, de mon point de vue, porte atteinte au mouvement de non-prolifération nucléaire qui s'était engagé.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 mars 2014

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/190735-laurent-fabius-19032014-pays-arabes-nucleaire-iranien-syrie-ukraine